

Dans le Haut-Karabakh, sur la ligne d front, un déluge de feu et des combats acharnés (16 octobre 2020)

Les forces azerbaïdjanaises poursuivent leur offensive sur le front de Martakert, dans le nord-est de l'enclave séparatiste. L'engagement des forces qui défendent ce territoire est absolu.

Dans la pénombre du couloir qui mène au poste de commandement souterrain, les visages sont graves. Les officiers qui arrivent du front de Martakert, dans le nord-est du Haut-Karabakh, ne prennent pas le temps d'aller s'enfermer avec leurs camarades dans la salle des opérations, où grésille le son des radios : arrivés au pied de l'escalier qui mène à l'abri, ils leur montrent rapidement une carte où sont griffonnées les avancées ennemies de la matinée, puis ils donnent des consignes aux officiers qui vont prendre leur relève aux postes de combat.

La première ligne de front, à ce moment-là, est à trois kilomètres. Si proche, et si loin. Dans une guerre conventionnelle comme celle à laquelle se livrent l'Azerbaïdjan et l'Arménie pour le contrôle du Haut-Karabakh, c'est proche car, si le front cède, Martakert pourrait tomber dans la journée. Et loin car, malgré une supériorité militaire théorique, les forces azerbaïdjanaises ne sont pas parvenues à conquérir une seule ville significative.

A aucun moment, en dépit du parfum de débâcle qui les accable durant quelques heures, les commandants ne songent à une éventuelle fuite. « C'est la seconde fois que nous sommes en situation de perdre Martakert, reconnaît N., un ancien officier des forces spéciales qui a repris du service depuis l'attaque du 27 septembre. Cela a failli être le cas le premier jour de la guerre. Nous avons perdu du terrain et il y a aussi eu un bombardement sur la ville, d'où le fait que nous ayons évacué la population. Et la seconde, c'est aujourd'hui [13 octobre], depuis l'attaque lancée à 6 heures du matin... » Il est midi et N. précise, avec le sourire de l'évidence, que « l'armée ne se retirera pas ».

L'engagement des combattants dans la défense de leur territoire est absolu. Face à une armée azerbaïdjanaise qui a la maîtrise des airs et dit avoir engagé 100 000 hommes dans l'offensive, les forces séparatistes arméniennes de la « République d'Artsakh » – le Haut-Karabakh, une république autoproclamée en 1991 mais qui n'est reconnue par aucun membre des Nations unies, pas même l'Arménie – ont lancé toutes leurs forces dans la bataille, avec le soutien de l'armée d'Erevan. Si la majorité de la population civile a été évacuée ou a fui vers l'Arménie, les hommes en âge de combattre sont partis au front.

« Pertes territoriales limitées »

Cette détermination acharnée à défendre le Haut-Karabakh fait que, en dépit de la violence de l'offensive déclenchée le 27 septembre tout le long de la frontière, les gains territoriaux azerbaïdjanais apparaissent relativement minces.

« Nos deux premières lignes de défense ont cédé presque partout, reconnaît un officier. Là où je suis posté, nous sommes parvenus à résister sur la troisième ligne de défense. Ailleurs, c'est parfois plus compliqué... » En clair, cela signifie que, sur le front où il combat, les pertes territoriales sont minimales, et que ni les postes de commandement ni l'artillerie n'ont eu besoin d'être déplacés vers l'arrière.

Un cas « plus compliqué » est actuellement celui de la région d'Hadrut, dans le sud, lieu des combats les plus acharnés des derniers jours. Là, les lignes de défense ont cédé. L'Azerbaïdjan a

déjà annoncé deux fois avoir conquis la ville, ce que le Haut-Karabakh a démenti. La réalité semble plus complexe : les forces spéciales azerbaïdjanaises sont arrivées jusqu'à Hadrut, ou au moins jusqu'à ses faubourgs, et les forces arméniennes y résistent encore. Le bilan des combats est toutefois difficile, voire impossible, à confirmer, les journalistes étant interdits d'accès aux premières lignes du front et les militaires ayant officiellement l'interdiction de s'exprimer.

« *Sur les fronts, la situation est difficile* », reconnaît sans ambages David Babayan, conseiller pour les affaires étrangères de la présidence du Haut-Karabakh, et par ailleurs animateur d'une émission sur les affaires stratégiques à la radio de Stepanakert, « capitale » de l'enclave. « *Mais, en près de trois semaines d'une guerre d'une telle intensité, face à un ennemi azerbaïdjanais fortement soutenu par l'armée d'un pays de l'OTAN [la Turquie], les pertes territoriales sont limitées, pense-t-il, et nos forces font preuve d'un héroïsme irréel.* »

« Des morts par milliers »

L'armée azerbaïdjanaise a pour elle la maîtrise du ciel. Equipée d'avions de combat et de drones d'attaque, elle frappe loin et fort en territoire ennemi. L'équilibre militaire semble en revanche davantage proportionné dans le domaine des missiles et de l'artillerie. Près du front, ce jour où Martakert était menacée, on entendait autant, voire davantage, de départs de roquettes et d'obus arméniens que d'explosions.

Ce qui échappe aux observateurs est par ailleurs l'intensité des combats d'infanterie. Loin des bilans officiels faisant état d'environ 600 morts au total dans les deux camps, un officier admet que « *les morts se comptent par milliers* » pour le seul côté arménien, et pense que les pertes infligées à l'armée azerbaïdjanaise sont également très sévères. Outre que les combats pour la défense ou la reconquête d'un village isolé peuvent parfois durer plusieurs jours, tous les témoignages indiquent que les combattants sont mal protégés dans leurs tranchées.

A la suite de premiers incidents frontaliers en juillet, le gouvernement du Haut-Karabakh avait adopté un programme de renforcement des infrastructures militaires sur la « ligne de cessez-le-feu » figée depuis la fin de la guerre de 1988-1994. Programme qui n'a pas eu le temps d'être mis en œuvre. « *Les installations datent des années 1990, reconnaît un officier, sans véritables abris, sans bunkers.* »

« Bain de sang »

Le déluge de feu qui s'abat actuellement sur les fantassins des deux camps, après des années d'achats d'armes modernes et plus puissantes, ne peut conduire qu'à un carnage dans des tranchées qui ressemblent à celles d'illustrations de la première guerre mondiale. Si le bilan des victimes civiles est limité (32 morts côté arménien et 41 morts côté azerbaïdjanais, selon les commissaires aux droits humains des deux pays), les centaines ou milliers de combattants décimés sont en majorité, du fait de la mobilisation générale, des jeunes de 20 ans qui n'étaient pas des soldats à la veille des combats.

Pour le moment, le cessez-le-feu annoncé à Moscou et censé entrer en vigueur le 10 octobre est resté lettre morte. Le Kremlin a annoncé, mercredi 14 octobre, que les présidents russe, Vladimir Poutine, et turc, Recep Tayyip Erdogan, sont convenus de « *l'urgente nécessité d'efforts solidaires pour mettre fin le plus rapidement possible au bain de sang et assurer une transition vers un règlement pacifique* » du conflit. Un communiqué qui ne devrait pas inciter Bakou et Erevan à stopper les hostilités dans l'immédiat.

Outre l'intensité des combats, les capitales étrangères semblent par ailleurs sérieusement s'inquiéter d'un débordement du conflit au-delà du territoire séparatiste. Des missiles se sont certes déjà abattus en Arménie et en Azerbaïdjan depuis le 27 septembre, mais Bakou a reconnu pour la première fois, mercredi, avoir frappé des sites de lancement de missiles en territoire arménien. Les deux pays démentaient auparavant ce type d'actions. Le fait de le revendiquer ne peut que conduire, en l'absence d'un cessez-le-feu, à une escalade. Les missiles actuellement utilisés dans le conflit, s'ils n'ont pour le moment frappé que des cibles situées au maximum à vingt-cinq kilomètres, pourraient atteindre des objectifs jusqu'à cent kilomètres si l'ordre en était donné.

A Stepanakert, dans le Haut-Karabakh, le 14 octobre. Un soldat récupère des affaires chez lui après des bombardements azerbaïdjanais. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »
A Stepanakert, David Babayan l'affirme : « *Nous allons gagner ou mourir. Nous ne partirons pas. Nous ne nous rendrons pas.* » Ce discours, dans une ville où chacun espère que Moscou parviendra à imposer un cessez-le-feu à l'Azerbaïdjan, n'est pas seulement une ligne officielle, répétée à longueur de journée par le gouvernement et les médias. C'est le sentiment général. Les rares hommes qui sont encore en ville attendent de partir au front pour prendre le relais de leurs camarades tombés.

« *Nul ne sait comment ça va finir...* » Sur le front de Martakert, l'officier N. ne cache pas son extrême inquiétude. Il répète : « *Nous serons tous au front, jusqu'au bout.* » Il a peur, ce jour-là, pour sa ville. Il a peur pour ses deux frères qu'il part rejoindre en première ligne, et dont il ignore s'ils ont survécu à l'attaque du lever du jour. A mots voilés, il reconnaît craindre une guerre longue, dévastatrice pour son pays. Mais il parle d'une voix calme et assurée, il n'est pas ébranlé, il semble serein. Son destin est au bout de son fusil. Il espère la paix, mais il est prêt à mourir.